

**Yassine SOUALIH**

FSJSE, Université Mohammed V Rabat, Souissi, Maroc

yassine.soualih@gmail.com

**LE PARTAGE DES BENEFICES PAR LES COMPAGNIES
D'ASSURANCES ISLAMQUES, N'EST-T-IL PAS UN AVANTAGE
CONCURRENTIEL DEJA ACQUIS PAR LES ASSURANCES
CONVENTIONNELLES MAROCAINES ?**

RÉSUMÉ : La finance islamique est basée sur des principes éthiques en conformité avec la loi religieuse islamique. Malgré sa faible part de marché dans la sphère financière, la finance islamique a été l'une des composantes les plus dynamiques au cours des dernières décennies et a pris un nouvel élan dans le sillage de la crise financière. Le cabinet Ernst & Young (EY) évaluait en 2014 le marché mondial de l'assurance islamique à 11,2 milliards d'euros. Il représente désormais 2 % du chiffre d'affaires du marché mondial de l'assurance. Cet article vise à introduire le concept de l'assurance vie et Takaful. Il vise à mettre en exergue la concurrence montante entre le marché d'assurance islamique et celui conventionnel. Il vise également, d'une part à mettre la lumière sur le principe de la participation aux bénéfices et s'attarde d'autre part sur le principe de partage des bénéfices et pertes que met en avant les compagnies Takaful.

Mots clés : Finance islamique, Takaful, Participation aux bénéfices, Assurance vie

ABSTRACT: Islamic finance is based on ethical principles in accordance with Islamic religious law. Despite its small market share in the financial sector, it has been one of the most dynamic financial component in last decades and has great momentum in the wake of the financial crisis. Ernst & Young (EY) estimated the global Islamic insurance market to 11.2B Euros. It represents 2% of the global insurance market revenue. This article aims to introduce the concept of life insurance and Takaful industry; highlighting the rising competition between the Islamic insurance market and the conventional insurance market and the profit participation as practiced by the conventional insurance sector companies, as of one of the main Islamic principle pillars and all Takaful companies.

Keywords: Profit sharing, Takaful, Islamic Finance, Life Insurance

INTRODUCTION

Cet article vise à introduire le concept de l'assurance vie et l'industrie du Takaful. Il vise à mettre en exergue la concurrence montante entre le marché d'assurance islamique et le marché d'assurance conventionnel. Il vise également à mettre la lumière sur le principe de la participation aux bénéfices tels que pratiquée par les compagnies d'assurances du secteur conventionnel et à évoquer l'un des principes piliers de l'assurance islamique que met en avant toutes les compagnies Takaful à savoir : le principe de partage des bénéfices et pertes.

De ce fait, afin d'aborder le principe de partage de l'excédent dans le cadre des deux industries : islamique et conventionnelle, nous a conduit à formuler la problématique suivante :

« Le partage des bénéfices par les compagnies *Takaful*, n'est-t-il pas un avantage concurrentiel déjà acquis par les assurances conventionnelles marocaines ? »

L'ossature du système financier islamique est un ensemble de règles et lois, collectivement appelés Charia, régissant le cadre économique, les aspects sociaux, politiques et culturels des sociétés islamiques. Des règles qui sont dictées par le Coran et ses pratiques et des explications rendues plus communément connues comme Sunna par le prophète Muhammad.

Cependant, le Takaful est fondé sur le principe de coopération et celui de la séparation entre le fond et les opérations des actionnaires.

Il convient de souligner que l'assurance islamique implique quatre principes qui se présentent comme suit :

1- La séparation des fonds des preneurs d'assurance et ceux des actionnaires

Le premier principe concerne la séparation des fonds des preneurs d'assurance et ceux des actionnaires qui constitue un des fondements majeurs de l'assurance islamique. En effet, les charges d'exploitation sont supportées par le fonds et ne sont pas imputés aux contributions des sociétaires.

2- L'évitement des actifs non conformes à la charia

La question qui se pose ici, demeure celle ' Qui décide de la compatibilité d'un produit ?'. Alors là, le processus en vertu duquel un produit est jugé conforme à la Charia varie en fonction des établissements.

Une demande croissante de titres conformes à la Charia interpelle de plus en plus l'industrie des fonds de placements et de gestion d'actifs. On compte aujourd'hui plus de 900 fonds de placement avec un patrimoine de plus de 50 milliards de dollars.

3- La création d'un conseil de surveillance de la charia qui supervise les opérations d'assurance et contrôle leur conformité

Une composante essentielle de la gouvernance d'entreprise d'une société Takaful est la mise en place d'un conseil de surveillance de la charia, en plus de l'organe classique d'administration.

Le conseil de la charia est composé de spécialistes islamiques reconnus, qui assurent la conception des produits et les orientations de placements conformes aux principes islamiques et à la Charia, assurent le fonctionnement opérationnel de la société et guident les politiques de distribution des bénéfices.

4- L'engagement à distribuer les bénéfices techniques aux preneurs d'assurance

Compte tenu du fait que le fonds Takaful est considéré comme un pool de risques sous les principes de solidarité, il ne vise pas à accumuler des excédents à des niveaux excessivement élevés mais de constituer le strict nécessaire pour protéger le fonds à partir des résultats volatils et soutenir la croissance.

Toutefois, en cas de difficultés pour le fonds Takaful, l'opérateur est engagé à lui fournir un prêt sans intérêt, 'Al Qard Hasan' pour aussi longtemps qu'il est nécessaire. Néanmoins, bien qu'il soit illimité en termes de durée de financement il est limité en termes de montant vu qu'il ne peut dépasser les capitaux disponibles dans le fonds ou bien lorsqu'il est prescrit.

C'est éventuellement le principe sur lequel s'appuie toutes les compagnies d'assurances islamiques pour gagner en parts de marché sinon d'attirer plus de clients.

D'autre part, l'assurance vie est un contrat d'épargne alimenté périodiquement. C'est une assurance de personne qui garantit à un bénéficiaire le versement de l'épargne versée sur le contrat (sous forme de capital ou de rente).

Mais l'assurance vie représente aussi un objet d'épargne, une assurance pour "cause de vie": en l'absence de dommage, les fonds versés sur le contrat sont reversés à une échéance fixée, principalement au jour de la retraite, au titulaire du contrat. L'assurance vie devient donc un objet d'épargne et de retraite.

Afin de répondre de manière pertinente à notre problématique, nous développerons dans un premier point l'évolution du marché de l'assurance vie en France et au Maroc. Partant ensuite du principe de participation aux bénéfices vers les modalités de calcul de cette participation. Pour conclure enfin avec une approche de la problématique sous les deux industries : islamique et conventionnelle.

1. EVOLUTION DU MARCHE DE L'ASSURANCE VIE

Nous nous sommes intéressés au marché de l'assurance vie vu que ce dernier étant concerné par la question de participation aux bénéfices et nous permettra de le confronter à la notion de partage de l'excédent dans le cadre d'une compagnie d'assurance islamique '*Takaful*'.

Le contrat d'assurance vie est un contrat par lequel, en échange d'une prime, l'assureur s'engage à verser au bénéficiaire désigné des sommes en cas de décès de la personne assurée ou de la survie de la personne assurée à une époque déterminée. (SALIOU BAKAYOKO, 2007).

Un accord financier passé entre un organisme d'assurances qui prend un engagement irrévocable de verser des prestations monétaires en fonction de la réalisation d'événements aléatoires et un souscripteur prenant l'engagement révoquant de verser à dates convenues des primes ou cotisations en fonction de la réalisation d'événements aléatoires viagers. (PIERRE PETAUTON et MICHEL FROMENTEAU, 2012).

Enfin, nous avons choisis d'évoquer l'évolution de l'assurance-vie en référence au marché des assurances en France d'abord pour s'intéresser ensuite au marché marocain afin de déployer notre étude¹ sur le partage des bénéfices dans le cadre des assurances islamiques. Le choix du marché des assurances français porte son intérêt dans le sens où la France demeure le premier investisseur au Maroc et son second partenaire commercial après l'Espagne et l'intérêt de l'extrapolation de l'évolution du marché de l'assurance-vie français sur le marché français en matière d'assurance islamique.

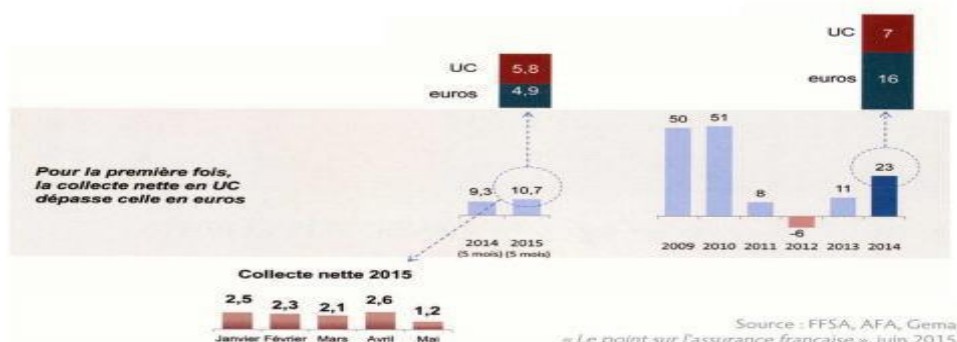
1.1 L'assurance vie

En France

Le marché de l'assurance-vie a connu, au cours du premier semestre 2015, une véritable révolution. Pour la première fois, les unités de compte ont recueilli la majorité de la collecte nette. C'est historique ! Les chiffres de l'Association française de l'assurance² révèlent le phénomène :

5,8 milliards d'euros, contre 4,9 milliards pour la collecte de l'assurance-vie fonds en euros. L'évolution courant les 7 dernières années de la collecte nette des primes dans le marché d'assurance français, se détaille dans la figure ci-dessous :

Figure 1 : Le marché de l'assurance vie en France



¹ Cette étude du partage des bénéfices dans le cadre des assurances islamiques se limitera seulement au marché marocain. L'extrapolation de l'étude par rapport au marché français n'est pas couverte par cet article.

² Créée en juillet 2016, pour préserver l'ensemble du champ économique et social en relation avec les activités assurantielles et fournir les données statistiques essentielles de la profession.

Au Maroc

Le marché marocain est un marché porteur dans le secteur des assurances puisqu'il représente le

2^{ème} plus grand marché d'assurance en Afrique et le 1^{er} au niveau de la région MENA.

Les branches les plus fortement sollicitées concernent le secteur de l'assurance automobile et celui de l'assurance-vie, englobant à elle seules 66% du chiffre d'affaire généré par le secteur de l'assurance, comme le montre le tableau suivant :

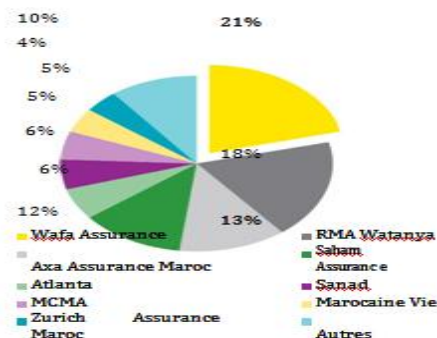
Structure du chiffres d'affaires 2015

(En MMAD)	Chiffres d'affaires	Contribution
Assurances vie et capitalisation	10 559	35%
Automobile	9 514	31%
Accidents corporels	3 360	11%
Accidents de travail	2 091	7%
Incendie	1 312	4%
Assistance - Crédit - Cautions	1 183	4%
Autres Opérations non vie	701	2%
Transport	552	2%
RC Générale	544	2%
Risques techniques	394	1%
Acceptations en réassurance	213	1%
Total	30 424	100%

Source : Fédération Marocaine des Sociétés d'Assurance et de Réassurance – Rapport d'activité 2015

Le secteur est fortement dominé par les assurances marocaines dont les parts de marché en 2015 se présentent de la manière suivante :

Figure 2 : Répartition des parts de marché par compagnie d'assurance en 2015



Source : Fédération Marocaine des Sociétés d'Assurance et de Réassurance – Rapport d'activité 2015

Le secteur de l'assurance est marqué par la forte concurrence entre leaders et challengers. Néanmoins, deux compagnies d'assurance se partagent à elles seules, à parts égales, 39% des parts de marché du secteur, à savoir Wafa Assurance (avec 21% de parts de marché) et RMA Watanya (avec 18% de parts de marché), suivi de près par Axa Assurances (avec 13% de parts de marché) et Saham Assurances (avec 12% de parts de marché également). En effet, les primes émises s'élèvent à MMAD 30 423 à titre de l'exercice 2015 avec une contribution majeure de l'assurance vie et capitalisation de 34%. L'évolution entre 2014 et 2015 de la structure du chiffre d'affaires des compagnies d'assurances marocaines se détaille comme suit :

Tableau 1 : Décomposition du marché de l'assurance au Maroc en 2015

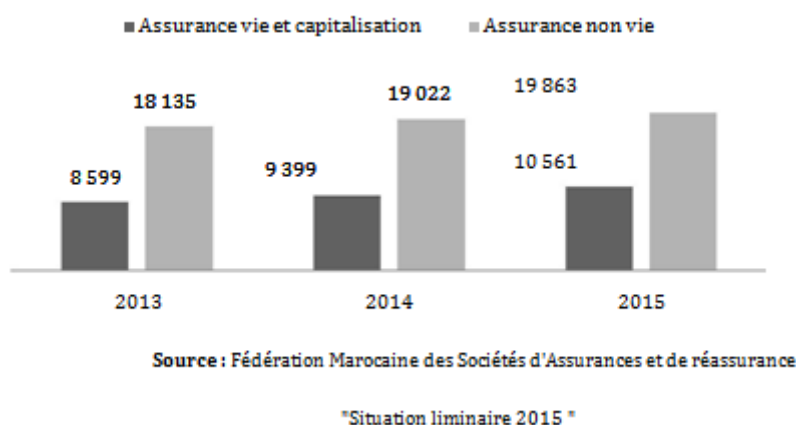
MMAD	Chiffres d'affaires	Contribution	Evolution 2014/2015
Assurances Vie et Capitalisation	10 599	34,8%	12%
Assurances non vie	19 612	64,5%	12%
Automobile	9 514	31,3%	5%
Accidents Corporels	3 359	11,0%	4%
Accidents du Travail	2 090	6,9%	-6%
Incendie	1 312	4,3%	13%
Assistance - Crédit - Caution	1 183	3,9%	8%
Transport	552	1,8%	-3%
Autres (individuellement ns.)	1 602	5,3%	6%
Acceptations en réassurance	212	0,7%	-30%
Total	30 423	100%	7%

Source : Fédération Marocaine des sociétés d'assurances et de réassurance
'Situation liminaire 2015'

Le développement de l'assurance vie est surtout attribué aux banques marocaines. Elle représente tels que présenté dans le tableau ci-dessus le tiers des primes constatées dans le marché des assurances.

Conformément aux données communiquées par la fédération marocaine des sociétés d'assurances et de réassurance, la branche de l'assurance vie a enregistré une tendance haussière courant les trois derniers exercices en passant de KMAD 18 135 en 2013, à KMAD 19 022 en 2014 pour arriver à fin décembre 2015 à KMAD 19 863 ;

Figure 3 : Evolution de l'assurance vie et non vie sur les exercices 2015, 2014 et 2013



2 PRINCIPES DE LA PARTICIPATION AUX BENEFICES

Le partage des bénéfices et pertes constitue un des principes essentiels de la finance islamique. Ce constat est plus marquant encore lorsque nous évoquons le financement des opérations de type participatif. Les institutions financières islamiques participent au profit et au risque de leur client, au même titre qu'un partenaire associé dans son capital (Lacordaire, 2005). Par conséquent, ces institutions, comme ce que font les compagnies d'assurance islamique *Takaful*, jouent le rôle d'un partenaire avec les entreprises qu'elles financent, partagent les gains et les pertes.

A cet effet, nous développerons dans le cadre de cette partie la participation aux bénéfices réglementée et celle laissée cadrée contractuellement.

2.1 Participation aux bénéfices cadrée contractuellement

La participation aux bénéfices cadrée contractuellement trouve refuge dans les systèmes à inspiration anglo-saxons, toute liberté est laissée aux sociétés d'assurance vie pour mettre en place leur politique de participations aux bénéfices ou bonus.

En effet, les contrats avec participation aux bénéfices sont revalorisés en fonction des résultats financiers réalisés par la société. Chaque année, le capital garanti au terme du

contrat est majoré d'un bonus. A la fin du contrat ou au décès de l'assuré, le capital acquis est augmenté d'un « super-bonus » (terminal bonus) suivant la libre décision de l'assureur et sans aucune garantie donnée à l'avance aux assurés. Néanmoins, selon la Great-West³, l'assurance-vie est une promesse qui n'aura souvent à être respectée que sur le long terme. La solidité financière et la stabilité à long terme revêtent donc une grande importance.

La législation ne prescrit aucun seuil minimum annuel de participation aux bénéfices.

Bien que la participation des assurés-vie aux bénéfices repose sur la seule initiative des compagnies (stimulée, il est vrai, par la concurrence), elle est encadrée par la réglementation, même si elle reste souple, sur le partage des bénéfices entre assurés et la société. Toute liberté est laissée, en théorie, aux sociétés pour adopter des règles de partage qu'elles souhaitent. Cependant, l'usage veut qu'une importante partie, en général 90% au moins, des bénéfices réalisés chaque année par le fonds des assurés soient attribués aux assurés, la société ne pouvant en récupérer qu'au plus 10%.

2.2 Participation aux bénéfices réglementée

Exemple : Maroc

Dans son article 100, le code des assurances tels que promulgué par le Dahir n°1-02-238 du 25 rejab 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n°17-99 portant code des assurances édicte ce qui suit : « Les assureurs doivent faire participer les assurés, dans le cadre des contrats d'assurances sur la vie, aux bénéfices techniques et financiers qu'ils réalisent au titre de ces contrats.. ».

Suite à la tenue du conseil de gouvernement le jeudi 14 mai 2015, ce dernier adopte le projet de loi n°059-13 modifiant et complétant la loi n°17-99 portant code des assurances qui s'inscrit dans le processus de la révision continue de la réglementation régissant le métier de l'assurance au Maroc afin de l'adapter aux normes internationales dans le domaine de l'assurance et de permettre au secteur des assurances de suivre le développement économique et social connu sur le plan national et international ;

Ce projet de loi est venu préciser et obliger aux compagnies d'assurances islamiques d'indiquer au niveau des contrats d'assurances Takaful les modes de rémunération de l'entreprise d'assurance et de réassurance au titre de la gestion de l'assurance Takaful et le montant de cette rémunération, les modalités de répartition des excédents entre les participants ainsi que la politique de placement de l'entreprise d'assurances et de réassurance . Ce même texte précise également : « ...De même, les excédents techniques et financiers réalisés dans le cadre de l'assurance Takaful sont répartis entièrement entre les participants après déduction, le cas échéant, des avances Takaful. La répartition de ces excédents techniques et financiers ne peut avoir lieu qu'après constitution des différentes provisions et réserves ».

³ Compagnie d'assurance-vie canadienne

Le contrat doit en outre préciser le mode de distribution de cette participation, selon l'une ou la combinaison des options suivantes :

- versement immédiat
- affectation à la revalorisation de la provision mathématique du contrat
- affectation à une provision pour participation aux bénéfices

3 MODALITES DE CALCUL DE LA PARTICIPATION AUX BENEFICES

Les modalités de calcul de la participation aux bénéfices s'appuient sur trois résultats intermédiaires : le résultat du compte technique, le résultat financier, et le solde de réassurance.

Tels que précisé au niveau de l'article 12, de l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n°2240-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) relatif au contrat d'assurance « le contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation doit prévoir que la répartition entre les contrats, des bénéfices techniques et financiers prévus à l'article 100 de loi n°17-99 précitée, calculés conformément au mode de détermination fixé par le ministre chargé des finances, sera proportionnellement à la provision mathématique de chacun de ces contrats.

La participation aux bénéfices peut être déterminée en fonction des trois options :

1- Participation aux bénéfices basée sur le résultat financier

Il est à noter que le choix de cette option reviendrait à laisser à la charge de l'assureur le déficit de mortalité.

2- Le solde débiteur du compte de participation aux résultats de l'exercice précédent n'est reporté que s'il ne résulte pas d'un déficit de frais de gestion.

3- Le compte technique n'intègre que le bénéfice de frais de gestion, le déficit de frais de gestion étant entièrement à la charge de l'assureur.

Cette option stipule que le compte de participation aux résultats est égal à la somme du solde créditeur du compte de résultat de gestion, du solde du compte de résultat technique, de 85% au moins du solde créditeur du compte financier prévu à l'article 84, du solde de réassurance cédée, obtenu selon les calculs de l'article 85 et, s'il y a lieu du solde débiteur du compte de participation aux résultats de l'exercice précédent.

Le contrat doit également prévoir le taux de la participation des assurés à ces bénéfices, qui ne peut être inférieur à 70%.

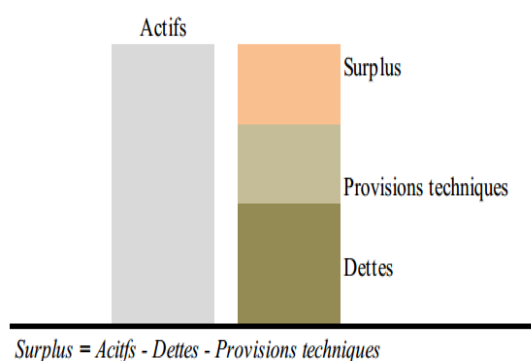
Notre investigation et recueil des données sur le marché des assurances marocain a relevé que pour les 3 compagnies d'assurances opérant sur le marché des assurances marocain le pourcentage de la participation aux bénéfices se positionne entre 80% et 90%.

4 PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DES COMPAGNIES D'ASSURANCES MAROCAINES

Cette partie consacrée à la participation aux bénéfices des compagnies d'assurances marocaines s'étendra principalement sur deux volets : un premier volet qui mettra l'accent sur la définition du surplus pour une compagnie d'assurance, l'arsenal juridique marocain en vigueur et l'approche empirique de notre étude ayant servis pour répondre à notre problématique.

4.1 Partage des bénéfices dans les compagnies Takaful

Dans le cadre des compagnies d'assurance Takaful, le surplus est défini comme étant le total actif diminué des passifs qu'il convient de distinguer entre les passifs communément connus en normes comptables et les provisions techniques qui revêtent un caractère incertain et orienté vers le futur.



La norme de conformité de l'AOIFFI⁴, qualifie le surplus de primes résiduelles majorée des réserves et des bénéfices et déduction faite de toutes les dépenses et indemnités (payées ou payables au cours de la même année) (Norme de conformité n°26, Annexe C, AAOIFI).

Le surplus peut être partagé entre la quote-part versée aux participants, celle versée aux actionnaires et celle conservée en réserves. Nous nous contenterons de se concentrer sur le partage du surplus aux participants pour ne pas évoquer le caractère controversé du partage du surplus avec les actionnaires.

Ici un rôle majeur de l'actuaire doit être rappelé quant à la méthode de partage de l'excédent aux participants et au respect dans la mesure du possible de l'équité entre les différents participants tout en équilibrant la rentabilité et les questions opérationnelles.

4.2 Participation aux bénéfices des compagnies d'assurances marocaines

Tels que prévu par l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n°1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) relatif aux entreprises d'assurances et de réassurance, les compagnies d'assurance sont tenues conformément à l'article 63 (Section II – Des délais et des modalités de tenue et de production des états, des tableaux et des documents) à remettre au ministre chargé des finances au plus tard le premier avril de chaque année, les états de synthèse.

4.3 Approche empirique de l'étude

Le partage des bénéfices par les compagnies d'assurance islamiques, n'est-il pas un avantage concurrentiel déjà acquis par les assurances conventionnelles Marocaines

Ce paragraphe sert de lien entre le cadre conceptuel et notre étude de cas de sorte à nous munir d'arguments concrets face aux différentes interrogations soulevées dans cet article. Notamment, de connaître si la solidité financière de la compagnie d'assurance est un facteur déterminant dans le cadre du partage des bénéfices.

4.3.1 Méthodologie

Pour mener à bien la phase empirique de cette contribution sur le partage des bénéfices dans le cadre des compagnies d'assurances marocaines, nous nous sommes attardés sur l'analyse financière.

4.3.1.1 Population cible et nature de la collecte des données

Notre population cible comprend (3) compagnies d'assurances qui représente 30% du marché des assurances au Maroc. Nous nous intéresserons aux compagnies suivantes :

- RMA WATANYA avec une part de marché de 18%
- SANAD avec une part de marché de 6%
- ATLANTA avec une part de marché de 6%

4.3.1.2 Echantillonnage et spécification des données recueillies

Les données recueillies sont relatives aux appréciations des enquêtées sur :

- La part de marché détenue par chaque enquêté
- L'importance des participations aux bénéfices
- Ratio des participations aux bénéfices aux primes émises par les compagnies d'assurances enquêtées
- Rapprochement de la participation aux bénéfices à la taille de la compagnie d'assurance

4.3.1.3 Techniques de dépouillement des données

Les données recueillies à la suite de l'enquête sont dépouillées manuellement. Quant à leur traitement, nous avons eu recours au tableur Excel pour le traitement des données numériques; Ce qui nous a permis de déterminer les pourcentages, afin d'interpréter les résultats dégagés et tirer les conclusions qui s'imposent.

⁴ Organisation internationale en charge de l'élaboration et de la diffusion des normes pour l'industrie internationale de la finance islamique

4.3.1.4 Outils de présentation des données

Les résultats obtenus sont présentés suivant la méthode du tri à plats pour faciliter leur représentation graphique sous forme de graphique et ce, afin de vérifier les interrogations auxquelles devra répondre notre étude.

4.3.1.5 Hypothèses retenues

Nous tiendrons pour le déroulement de notre étude l'hypothèse suivante :

H: l'avantage concurrentiel d'une compagnie d'assurance est lié à la solidité financière de celle-ci, et de son positionnement sur le marché des assurances marocain.

4.3.2- Interprétation des résultats

La participation aux bénéfices sur les deux exercices 2015 et 2014 pour les 3 compagnies (RMA Watanya, SANAD et ATLANTA) constituant notre échantillon, se présente comme suit :

Tableau 2 : Participation aux bénéfices en 2015 et 2014

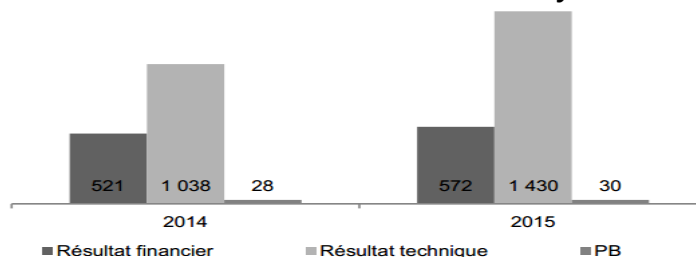
MMAD	2015		2014		
Compagnie	Montant	en %	Montant	en %	Var.
RM A Watanya	29 839	74%	28 243	74%	1 596
SANAD	5 519	14%	5 134	14%	384
Atlanta	4 789	12%	4 548	12%	241
Total	40 147	100 %	37 926	100%	(2 221)

Source : fait par l'auteur, sur la base des états financiers des compagnies d'assurance sur les exercices présentés.

Il ressort de l'analyse de notre étude que la participation aux bénéfices a enregistré une tendance corrélée avec l'évolution du résultat financier et technique, dégagés par les compagnies d'assurances en question. Nous détaillerons à cet effet, l'évolution de ces agrégats entre 2015 et 2014 pour les trois compagnies enquêtées :

- RMA Watanya⁵

Figure 4 : Evolution des résultats de RMA Watanya en 2015 et 2014



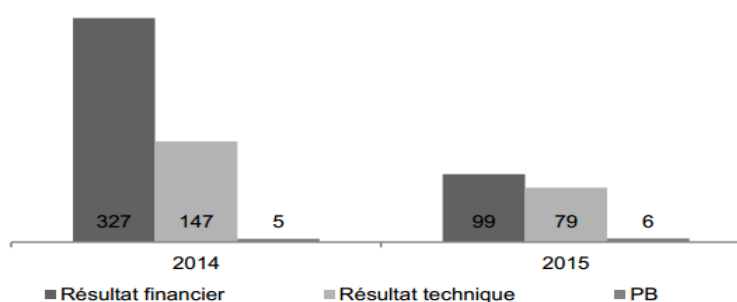
Source : fait par l'auteur, sur la base des états financiers 2015/2014 de RMA Watanya.

⁵ Créée en 1949. RMA est une holding financière et d'assurance marocaine filiale du groupe Finance Com.

La participation aux bénéfices a enregistré une hausse de MMAD 2 (soit +6%) entre 2015 et 2014 à l'égard du résultat financier et technique qui ont enregistrés une tendance haussière pendant la même période pour respectivement MMAD 51 et MMAD 392.

- SANAD⁶

Figure 5 : Evolution des résultats de SANAD en 2015 et 2014



Source : fait par l'auteur, sur la base des états financiers 2015/2014 de SANAD.

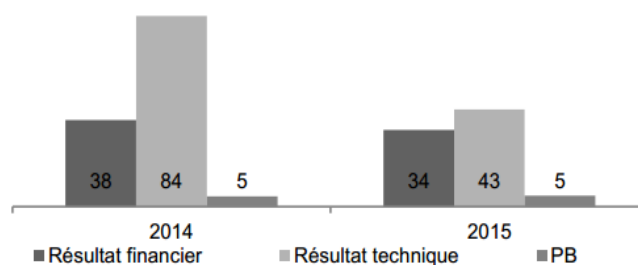
La participation aux bénéfices est restée stable entre 2015 et 2014 malgré la baisse notable des résultat financier en passant de MMAD 327 en 2014 à MMAD 99 en 2015 (soit -70%) et la baisse du résultat technique pour MMAD 68 (soit -46%) durant cette même période. Cette situation s'explique par l'effet cumulé de cette participation sur les exercices précédents. En d'autres termes, la compagnie d'assurance n'est pas en mesure de revenir sur ces engagements envers ces participants, mais plutôt de décider de geler les participations aux bénéfices pour une année moins performante.

- ATLANTA⁷

Il est en de même pour ATLANTA, qui enregistre une stabilité à hauteur de MMAD 5 de la participation aux bénéfices entre 2015 et 2014. Cependant, le résultat financier a enregistré une baisse de MMAD 4 en passant de MMAD 38 en 2014 à MMAD 34 en 2015. Le résultat technique a suivi la même tendance baissière durant cette période en passant de MMAD 84 en 2014 à MMAD 43 en 2015, soit une baisse de 41%, comme le présente le graphique ci-dessous :

⁶Présence dans le marché des assurances marocain depuis plus de 100 ans. SANAD est une filiale du groupe Holmarcom.

⁷Créée en 1947. ATLANTA est une filiale appartenant au groupe Holmarcom.

Figure 6 : Evolution des résultats de ATLANTA en 2015 et 2014

Source : fait par l'auteur, sur la base des états financiers 2015/2014 de ATLANTA.

Par ailleurs, il faut préciser que notre étude empirique montre que plus la taille⁸ de la compagnie d'assurance est grande, plus la participation aux bénéfices est plus importante cela va de pair avec l'importance du résultat financier et technique dégagé sur l'exercice.

Dans notre cas, avec une part de marché de 30% pour RMA Watanya, la participation aux bénéfices s'élève à MMAD 30, contre MMAD 5 et MMAD 6 pour respectivement SANAD et

ATLANTA pour une part de marché de 6% en 2015.

Tableau 3 : Part de marché et participation aux bénéfices en 2015

	Part de marché		
	(2015)	PB	En %
RMA	18%	30	74%
SANAD	6%	6	14%
Atlanta	6%	5	12%
Total	30%	40	100%

Source : fait par l'auteur, sur la base des états financiers des compagnies enquêtées.

⁸ De par la part de marché qu'elle détient sur le marché des assurances marocains

CONCLUSION

Le contrat Takaful vie est basé sur une mutualisation des risques et opportunités, respectant les valeurs éthiques et responsables de l'assurance Takaful. C'est d'ailleurs le respect de ces valeurs, sélection scrupuleuse des secteurs économiques et investissement uniquement sur des supports tangibles, qui a permis à ces assurances mutualistes de mieux résister à la dernière crise et à proposer des rendements attrayants aux participants à ces contrats.

Il est temps de conclure sur la question qui constitue l'ossature de cet article. En effet, l'idée de partage des bénéfices et pertes a été tout le temps mise en avant par l'industrie islamique afin d'attirer de nouveaux clients, de nouvelles parts de marchés.

L'industrie de la finance islamique estime qu'une seule partie n'a pas à assumer à elle seule tout le risque lié à une transaction. De la sorte, l'autre partie ne peut se prévaloir du privilège de transférer tous les risques sur le cocontractant.

Ce principe emprunté et respecté par tous les organismes proposant des produits de la finance islamique demeure à mon sens déjà proposé par l'industrie conventionnelle par les compagnies d'assurances notamment dans le cadre des assurances vie.

Cependant, quand il est combiné à un autre principe à savoir l'adossement de l'investissement à des actifs tangibles réels et échangeables donne toute la particularité et l'avantage concurrentiel qui peut être avancée par une compagnie d'assurance islamique. Ceci lui permettra de dégager des résultats plus solides et par conséquent elle sera en mesure de constituer des réserves et de gagner en compétitivité.

REFERENCES

Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 2240-04 du 14 kaada 1425, (27 décembre

2004), relatif au contrat d'assurance.

Ben Rhouma, H (avec Reuters)., (2011). « Finance islamique : un secteur en pleine expansion en 2012 », Saphir News.

Chiapello, È., Gilbert, P., & Baud, C., (2013). « Sociologie des outils de gestion: introduction à l'analyse sociale de l'instrumentation de gestion. La Découverte ».

Dahir n°1-02-238 du 25 rejeb 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 17-99 portant code des assurances.

Djamelddine, Laguerre., (Avril 2011). « Le Takaful comme alternative à l'assurance traditionnelle ».

EY, Ernst & Young, (2008). «World Takaful Report 2008 - Highlighting a new growth opportunity in Islamic finance ».

EY, Ernst & Young, (2014). « Global Takaful Insights 2014: Growth momentum continues». EY, Ernst & Young, (2013). « Global Takaful Insights 2013: Finding growth markets ». FFSA, AFA, Gema., (Juin 2015). « Le point sur l'assurance française ».

FMSAR, (2015). « Situation liminaire 2015».

Hassan, Scott P Odierno. (December 2008). The sharing of surplus in Takaful.

International Review of Business Research Papers, (2009). « Economic Determinants of Family Takaful Consumption: Evidence From Malaysia ».

LARAMEE J-P., 2008. « La Finance Islamique à la Française : un moteur pour l'économie, une alternative éthique ». Édition Bruno Leprince.

RUIMY M., (2008). « La Finance Islamique ». Édition Afarnaud Franel – SEFI.

SAIDANE D., 2009. « La Finance Islamique : à l'heure de la mondialisation ». Édition Revue Banque – RB.